



Site web: www.fo-dgfiip-sd.fr/084/

Avignon, le 27 octobre 2012

COMPTE RENDU CHSCT DE VAUCLUSE du 26 OCTOBRE 2012

Une déclaration liminaire a été lu respectivement par SOLIDAIRES et par la FO DGFIP
Dans notre déclaration liminaire, nous avons rappelé au directeur Départemental des finances publiques du Vaucluse l'importance de la sécurité et de la protection des agents dans l'exercice de leur fonction Pour cela , nous avons rappelé au Directeur l'intervention de FO dans le groupe de travail du 5 juin avec M RAMBAL dans lesquels nous sommes intervenus pour interpeller la DGFIP sur les problèmes posées par la levée de l'anonymat prévue par l'application de la charte Marianne. M RAMBAL a proposé entre autres mesures, d'instaurer un groupe de travail permanent sur « la sécurité et la protection des agents »

La Direction nous a répondu être sensibilisée au problème et qu'une fiche de signalement n° 7 existe . On la trouve sur le site Ulysse.

La direction nous informe, collecte une fois une fiche de signalement.

Une formation sur la déontologie et la protection des agents est à venir avant le 31/03/2013

Un audit est en cours sur la sécurité immobilière

La séance débute à 9 heures

1. Approbation du procès-verbal du CHS-CT du 26 juin 2012 (ce dernier a été approuvé à la majorité des organisations syndicales
2. Suivi des actions validées au CHS-CT du 26 juin 2012

Au premier trimestre 2013 , une visite des locaux de la trésorerie de Sorgues va être programmée : Une proposition de date va être donnée par l'administration avec une invitation de l'inspecteur Hygiène et sécurité.

Ensuite une visite du site de Bollène va être programmée. SOLIDAIRES demande à ce que des dates soient proposées

3. Programme d'actions

Au 26/10/2012, il reste sur le budget du CHSCT la somme de 29 816, 08 euros.

L'ensemble du budget est utilisée suite au vote des OS sur les propositions attachées au domaine de l'hygiène , de la sécurité et des conditions de vie au travail.

Les propositions d'actions votés par CHSCT du 26/10/2012 sont de 13 contre 37 proposés en début de séance.

Les propositions d'actions 2013 et les travaux complémentaires :

- pour le CH d'Orange : un écran grand format est à prévoir
- Pour le SIP d'Avignon-ouest : il manque un vestiaire (service recouvrement)
- Trésorerie hospitalière de Carpentras : problème d'odeurs (voir VMC) .
- Cavailon : nécessité d'une table de décharge dans la salle des coffres
- SIP Cavailon : nouvelles goulottes à mettre en place.
- SIP Apt : un rehausseur d'écran
- En BVD : étude de faisabilité en cours pour installer la climatisation
- Carpentras Municipale : la porte d'accès pour les institutionnels est cassée.
- Armoire à pharmacie : Si le matériel est périmé, il faut se rapprocher des services sociaux.
- Pertuis : problème de sectorisation à l'étage (électricité)
- Orange : problème de badge pour l'ouverture de bureau. Des tests sont à effectuer à la cité administrative pour une étude de faisabilité.

4 Mise en œuvres des préconisations de la note d'orientations 2012

- M THIRIET , Inspecteur Hygiène et Sécurité a présenté un diaporama sur le nouveau guide risque amiante.

Il remplace un guide antérieur avec l'intégration de nouvelles dispositions

Un dossier technique amiante(DTA) doit être communiqué aux occupants, employés, organisations syndicales.

Suite à leurs demandes, aux OPJ, APJ, ISST, agents du ministère de la santé

>Ce DTA doit être régulièrement mise à jour.

Il y a un responsable unique chargé de la mise à jour des DTA domaniaux.

Dans le domaine des immeubles locatifs, il faut demander la fiche récapitulative.

Afin de mesurer le risque, une échelle de grandeur est donnée allant de 1 à 3.

Présentation des lettres de missions des assistants de prévention DDFIP et DIRCOFI.

M GIOVANCARLI a présenté la lettre de mission de l'assistant de prévention de la DIRCOFI.

Cette dernière est peu présente aux CHSCT du fait qu'elle s'occupe de plusieurs sites dans la compétence territoriale de la DIRCOFI.

Mme VINCENT, la secrétaire du CHSCT et M THIRIET Inspecteur Hygiène et Sécurité sont souvent en contact téléphonique avec cette dernière.

Le syndicat Solidaires souhaiterait avoir un assistant de prévention en local pour les directions inter-régionales. (ex : bouches du Rhône).

M THIRIET répond qu'il s'agit d'une organisation ministérielle en la matière (DISI, DIRCOFI).

Ainsi, il indique qu'il y a des conseillers de préventions qui ont un rôle d'encadrement

- M NAVAGAS présente la lettre de mission de Mme DE BORTOLI, assistante de prévention qui officie dans ce domaine depuis maintenant 3 ans.

Cette dernière consacre 100% de son temps à son rôle d'assistante de prévention

Elle est aussi correspondante handicap.

Sur le plan fonctionnel, elle est rattachée à M NAVAGAS.

Sur le plan hiérarchique, elle dépend du DDFIP du Vaucluse.

Du fait des nombreuses sollicitations, son positionnement s'affirme de mois en mois.

Calendriers 2013 : présentations par Mme VINCENT, secrétaire CHSCT

Les OS remarquent que la visite de Bollène n'est pas encore planifiée.

Formations des membres du CHSCT le 10,11 et 12 décembre 2012 aux règles du CHSCT (tests, acteurs, analyses, préventions à priori et à postérieur)

Le dispositif d'évaluation des formations financées par le CHSCT a évolué :

Auparavant, cette évaluation était effectuée par l'organisme qui assurait cette formation.

Dans l'avenir, la DGFIP va mettre en place une fiche d'évaluation commune pour chaque formation.

- présentation de la lettre de mission de M THIRIET, Inspecteur Hygiène et sécurité

5- Médecine de prévention

Depuis le départ de M le Docteur LESCURE, médecin de prévention, l'administration multiplie les contacts afin de trouver un médecin à titre temporaire.

A ce jour un contact avec le docteur DELAMER a été effectué . Un rendez vous est prévu le 06/11/2012

Pour les visites médicales d'urgence, il faut contacter le médecin de prévention d'Aix en Provence qui intervient déjà sur les sites de Pertuis et de Cadenet.

Des offres d'emplois ont été effectuées par le secrétariat général, mais les demandes sont peu nombreuses pour exercer dans le domaine de la médecine de prévention administrative.

IL est précisé qu'en cas d'urgence, il faut se rapprocher du service des RH du Vaucluse.

6- Point sur les travaux immobiliers

Le financement :

Pour la réalisation de ces travaux, des crédits ont été délégués par le bureau BP2C (sous-direction du budget et de l'immobilier) à hauteur de :

- 45 000 € pour la maîtrise d'œuvre

- 550 000 € pour les travaux

bâtiment 2 , étage 2 :

Les travaux débuteront en novembre : démolition, confinement du chantier.

Ces travaux concernent l'installation des deux brigades DIRCOFI et du service de la fiscalité immobilière.

La priorité concerne l'installation de la FI afin de libérer leur locaux dans les meilleurs délais pour y installer le service de France Domaine.

Un plan de prévention et de communication est mis en place par les services de la direction :

Cela se concrétise par une information des chefs de services du bâtiment 2 afin de rappeler les mesures de précaution à mettre en œuvre en matière de sécurité et de nuisance connexes (bruit , poussières).

Une lettre de chantier mensuelle sera mise en ligne sur Ulysse local afin d'informer les agents de la DDFIP du Vaucluse sur l'avancement des travaux.

A la demande de M GIOVANCARLI sur la date de fin des travaux, la direction envisage une livraison entre le 10 et le 15/01/2013

Bâtiments 5 :

La phase actuelle est celle de la mise au point des appels d'offres par la direction

Site d'Orange

Demande de crédit afin de changer toutes les fenêtres du centre de finances publiques : 153 fenêtres à changer, crédit attendu : 165 000 euros.

L'évolution des travaux s'effectuera par « phasages » car le site est occupé.

Le parking de la cité administrative

Suite à l'arrivée de nouveaux services au sein de la cité administrative, la question se pose sur le contingentement des places de parking.

Dans chaque direction, un tableau recense le nombre de véhicules de service qui sont prioritaires, la répartition des places est ensuite faite en fonction des effectifs.

Chaque administration a des espaces réservés, ces derniers répartissent les places en fonction de critères qui leurs sont propres.

La direction nous informe que le contingent de cartes distribuées est supérieur au nombre de places et que le nombre des véhicules de service a diminué.

7- lancement de la campagne d'actualisation du DUERP 2013 de la DDFIP et de la DIRCOFI

Elle est lancée par la note de la DG du 10/09/2012.

Relayé en local par une note de service départementale mi-octobre.

La campagne doit être achevée au 31/03/2012.

Mme De BORTOLI, a envoyé à chaque unité de travail une liste des problèmes relayés dans chaque DUERP de l'année 2012 qui n'ont pas encore à ce jour, été résolue.

Il a aussi été remis à chaque agent, préalablement à la réunion du DUERP de synthèse, un questionnaire qui pourra être remis de manière anonyme au chef de service concerné (préconisation de constitution d'une urne dans chaque service).

Au 20/12/2012, tous les DUERP devront être restitués à la direction

Le CHSCT devra donner son avis sur le DUERP de la DDFIP du Vaucluse, avant sa validation par la direction

Une formation sera engagée mi -novembre à l'encontre de tous les chefs de services afin de les sensibiliser à la problématique des conditions de vie au travail et aux risques professionnels au travers du DUERP.

Les OS seront aussi associés à cette formation le 20/11/2012.

M GIOVANCARLI, en qualité de représentant de la DIRCOFI, est intervenu sur le lancement de la campagne .

Début : le 04/10.

Sensibilisation des OS et des chefs de services en juin 2012

Les remontées vers leur direction est prévue le 14/11/2012.

M THIRIET a fait remarquer que la mise en place d'un questionnaire anonyme pour chaque agent constitue une avancée pour ces derniers et permet de conforter la réalité de la prise en compte des conditions de vie au travail.

VOS REPRESENTANTS A CE CHSCT : Pascale COURRENT, Catherine LOCRET